|  |
| --- |
| **REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**  **MINISTERE DE L’ENERGIE ET RESOURCES HYDRAULIQUES**  **PROJET D’ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN « PEMU »** |
|  |
| Aucun texte alternatif disponible.  **CELLULE D’EXECUTION DES PROJETS-EAUX (CEP-O) DE LA REGIDESO**  **PLAN D’ACTION DE REINSTALLATION (PAR) POUR LES TRAVAUX D’AEP DE LA VILLE DE LUBUMBASHI**  IMG_20171023_135353**IMG_20171025_115343** |
| **RESUME EXECUTIF DU RAPPORT FINAL**  **Mai 2018** |

# Résumé exécutif en Français

* **Contexte**

Le Projet d’alimentation en Eau potable en Milieu Urbain appelé « PEMU» a été mis en place par la République Démocratique du Congo dans le cadre de son vaste programme pluriannuel de reconstruction des infrastructures et vise à augmenter substantiellement la production d’eau potable, qui est largement inférieure à la demande potentielle  et à réduire les pertes d’eau dans les réseaux de distribution et les branchements particuliers, pour subvenir aux besoins du plus grand nombre en eau potable.

Le projet initial qui a démarré en décembre 2009 a couvert les villes de Kinshasa, Matadi et Lubumbashi. Afin de consolider les acquis de celui-ci et d’en étendre les activités à d’autres villes de la RDC, cette dernière a sollicité et obtenu auprès de la Banque mondiale un Financement Additionnel au PEMU de 166 millions de dollars américains. Ce Financement Additionnel comprend entre autres activités, la poursuite de la réforme de la REGIDESO SA, la réhabilitation d’anciennes canalisations et de stations de pompage. La construction d’un nouveau complexe de traitement d’eau potable à Kinshasa et l’extension des réseaux primaires, secondaires et tertiaires ainsi que la pose des branchements particuliers, des compteurs d’eau et la constructions des bornes fontaines.

Les villes concernées par le PEMU-FA sont : Kinshasa, Lubumbashi, Matadi et Kindu.

Concernant la ville de Lubumbashi, les nouvelles activités prévues dans le cadre de ce Financement Additionnel sont :

* Réhabilitation et extension de la station de pompage Kimilolo II,
* Travaux de génie-civil et travaux divers
* Travaux de réhabilitation et d’extension des réseaux AEP

Aussi, la mise en œuvre de ce projet laisse entrevoir que les activités prévues peuvent avoir des effets négatifs sur l’environnement et pourraient entrainer des déplacements économiques ou physiques des personnes.

Il est donc question d’identifier les biens et les personnes susceptibles d’etre impactés au cours et après les travaux et de proposer des mesures compasentoires et/ou d’indemnisation pour les impacts (pertes des revenus ou de ressources, des déplacements temporaires ou définitifs, etc.) sur les populations riveraines.

* **Justification du Projet**

Le présent projet de l’amélioration des conditions de desserte en eau potable de la ville de Lubumbashi par une réhabilitation des réseaux de canalisations, des équipements des stations de pompage et des matériels de comptage à la distribution constitue une réponse prioritaire à la demande des populations riveraines, par la fourniture en eau potable en quantité et qualité, selon les normes de l’OMS.

Dans sa forme initiale, le projet qui a démarré en décembre 2009 a couvert les villes de Kinshasa, Matadi et Lubumbashi. Pour sa nouvelle phase, la République Démocratique du Congo a sollicité et obtenu auprès de la Banque mondiale un Financement Additionnel au PEMU de 166 millions de dollars américains pour répondre aux besoins en eau des populations urbaines de Kinshasa, Matadi , Lubumbashi et Kindu.

Ces besoins projetés pour la ville de Lubumbashi sont évalués à 132 514 m3/jour en 2012, tandis que la demande globale de production est estimée à 166 000 m3/jour le jour moyen et 180 000 m3/jour le jour de pointe.

Avec une production actuelle estimée à 105 000 m3/j, le bilan de l’exploitation se solde par un déficit d’environ 61 000 m3/jour le jour moyen et 75 000 m3/jour le jour de pointe.

Avec la mise en œuvre du PEMU-FA à travers un financement additionnel, une partie du financement additionnel assurera la réalisation des travaux sus visés afin de combler le déficit en adduction d'eau potable (AEP) et soulager par ricochet les populations de la ville de Lubumbashi.

* **Principe et objectifs du PAR.**

Les objectifs du plan de réinstallation sont de mettre en place les mécanismes d’atténuation des impacts sociaux afin de prendre en compte les impacts du déplacement involontaire des populations affectées par le Projet, en leur permettant de reconstituer leurs moyens d’existence et leur niveau de vie.

Il s’agit également de restaurer les moyens de production et les revenus au niveau individuel et collectif supérieur ou égal à la condition initiale.

Le présent PAR est préparé en se conformant aux objectifs globaux de la Politique Opérationnelle 4.12 de la Banque Mondiale sur la réinstallation involontaire qui sont les suivants :

1. Minimiser, dans la mesure du possible, la réinstallation involontaire et l’acquisition de terres, en examinant toutes les alternatives viables dès la conception du projet ;
2. s’assurer que les personnes affectées par le projet (PAP) sont consultées effectivement en toute liberté et dans la plus grande transparence et ont l’opportunité de participer à toutes les étapes majeures du processus d’élaboration et de mise en œuvre des activités de réinstallation involontaire et de compensation ;
3. s’assurer que les indemnisations, s’il y a lieu, sont déterminées de manière participative avec les PAP en rapport avec les impacts sociaux subis, afin de s'assurer qu'aucune d’entre elles ne soit pénalisée ;
4. s’assurer que les personnes affectées y compris les personnes vulnérables soient assistées dans leurs efforts pour améliorer leurs moyens d’existence et leur niveau de vie, ou du moins de les rétablir en termes réels à leur niveau d’avant le déplacement ou à celui d’avant la mise en œuvre du projet, selon le cas le plus avantageux pour elles ; et
5. s’assurer que les activités de réinstallation involontaire et de compensation soient conçues et exécutées en tant que programme de développement durable, fournissant suffisamment de ressources d’investissement pour que les personnes affectées par le projet aient l’opportunité d’en partager les bénéfices.

* **Cadre réglementaire de la réinstallation**

Le cadre juridique relatif à la réinstallation en RDC est composé des textes nationaux traitantdu sujet, de la politique qui encadrent la réinstallation involontaire et les indemnisations qui ysontassociées.Les textes de base sont les suivants :

* La Constitution du 18 février 2006 ;
* La loi n° 73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régimefoncier et immobilier et régime des sûretés telle modifiée et complétée par la loi n°80-008 du 18 juillet 1980 ;
* La Loi n°77/01 du 22 février 1977 sur l’expropriation pour cause d’utilitépublique.
* La loi n° 11/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à laprotection de l’environnement.

L’article 34 de la constitution du 18 février 2006 dispose que toute décision d’expropriation est de la compétence du pouvoir législatif. La loi 77-001 sur les procédures d’expropriation stipule que la décision d’expropriation doit mentionner l’identité complète des intéressés ets’appuyer sur un plan des biens. Elle fixe le délai de déguerpissement à dater de la décisiond’expropriation pour cause d’utilité publique.

En comparant la législation nationale et la PO 4.12 de la Banque Mondiale, il ya lieu de constater certains points de concordanceen matière d’expropriation, notamment sur le principe d’évaluation, la date butoir et le type de paiement. S’agissant des personnes éligibles à une compensation, il se dégage un léger rapprochement entre la législation congolaise et la PO 4.12. Plus restrictif, le droit de la RDCmet l’accent en particulier sur les détenteurs de droits reconnus par la loi. Par contre, on note une discordanceimportante sur le reste des points. Pour cette raison, la politique opérationnelle 4.12 de la Banque Mondiale, plus avantageuse aux populations impactées, sera appliquée pour guider le processus d’expropriation et compensation dans le cadre de la mise en œuvre dedit PAR.

* **Caractéristiques socio – économiques et environnementales**

Le projet est situé dans la ville de Lubumbashi et concerne les communes ci-après : Katuba, Kampemba, Kenya et Lubumbashi.

Sur le plan humain et socio-économique, le projet s’exécutera sur une zone de forte concentration humaine, hormis la commune de Lubumbashi.

Plusieurs installations commerciales envahissent l’emprise de la route et constituent un obstable majeur pour la réalisation du projet.

Outre les installations commerciales énummérées ci-dessus, on y trouve également les parcelles des cultures maraichères, des ligneux et des petits marchés pirates disséminés le long des différentes communes concernées.

Autre fait saillant, est l’exploitation illégale du site Hewa-Bora de la REGIDESO par les creuseurs des concassés en grand nombre.

* **Résultats de l’énquête socio – économique**

Le recensement des PAP et des biens affectés s’est déroulé du 20 au 25 octobre 2017 et les résultats des enquêtes sociéconomiquesménées sur terrain revelent que 112 personnes chefs des ménages seront impactées par le projet soit un total de 709 personnes membres des familles impactées. Les 112 chefs des ménages sont impactés de la manière suivante :

* 21 Maraichers sur l’avenue Digue à déplacer temporairement ;
* 45 propriétaires étals amovibles du petit marché sur l’avenue Upemba à déplacer temporairement ;
* 2 propriétaires d’arbres fruitiers ou d’œuvre à abattre définitivement ;
* 7propriétairs de Kiosques ou échoppe à usage divers à déplacer temporairement.
* 5 Locataires de maison de commerce (boutique, kiosqueetc.) à déplacer temporairement ;
* 3 Propriétaires de maison à déplacer temporairement ;
* 5 propriétaires de cabines téléphoniques à déplacer temporairement ;
* 24 creuseurs du site Hewa-Bora vont perdre leurs activités.

**• Eligibilité**

En matière de déplacement involontaire de populations, la Politique Opérationnelle 4.12 de la Banque Mondiale décrit les critères d'éligibilité suivants :

a) les détenteurs d’un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation du pays) ;

b) celles qui n’ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence, mais qui ont des titres fonciers ou autres, sous réserve que de tels titres soient reconnus par les lois du pays ou puissent l’être dans le cadre d’un processus identifié dans le plan de réinstallation ;

c) celles qui n’ont ni droit formel ni titres susceptibles d’être reconnus sur les terres qu’elles occupent.

* **Sélection des sites de réinstallation**

La mise en œuvre du PAR n’entrainera pas de déplacement définitif, en dehors des creuseurs qui vont définitivement abandonner l’exploitation du site de la REGIDESO du quartier Hewa-bora pour se convertir à d’autres activités au gré. Pour les autres sites, les activités nécessiteront un déplacement temporaire où les PAP pourront reprendre leurs activités après travaux.

De façon consensuelle, les PAP ont choisi de se délocaliser d’elles-mêmes afin de conserver leur réseau social et leur clientèle.

Pour ce faire, les PAP seront appelés à prendre les dispositions nécessaires dès le demarrage de la mise en œuvre du PAR au moins un mois avant ledébut des travaux. Cependant, la libération des emprises par les PAP n’aura lieu qu’après paiement effective des compensations.

* **Gestion des plaintes**

La gestion des plaintes doit se faire dans le cadre d’une Commission Locale de Réinstallation et Gestion des Litiges. Cette commission comprendra :

* Le Représentant du Ministère Provincial de l’Energie et Ressources Hydrauliques ;
* Le Représentant de la Mairie de Lubumbashi ;
* Les Représentants des bourgmestres des communes concernées (Katuba, Kenya, Kampemba, commune annexe et Lubumbashi) ;
* Le Responsable de la CEP-O/ REGIDESO ;
* Le Responsable de la REGIDESO/DP Lubumbashi ;
* Trois (3) Représentants des PAP, (Maraichers, étalagistes et autres infrastructures et creuseurs) ;
* Le Représentant du Bureau ou ONG chargé de la mise en œuvre le PAR.

Cette commission aura la possibilité de se réunir au moins quatre (4) fois pendant toute la durrée de la mise en œuvre du PAR (de la certification de la liste des PAP au paiement effectif des indemnisations).

En dépit de l’occupation du domaine public pour l’exercice de leurs activités, les PAP sont conscientes que le mécanisme de gestion à l’amiable des conflits est plus bénéfique que la saisine des juridictions publiques. Cela est conforme à l’esprit de la PO 4.12 de la Banque Mondiale qui prône la résolution à l’amiable au niveau local de tout problème.

Au-delà de l’option ci-dessus, la PAP peut saisir le tribunal de leur juridiction. Cette démarche suppose que la PAP dispose des moyens nécessaires (financiers et intellectuels) pour faire prévaloir ses droits et se faire justice.

Il n’existe pas de délai de prescription pour le dépôt des plaintes par les PAP. Cependant, pour raison de promptitude, nous encourageons la gestion cyclique des plainte dans un délai de trois (3) semaines par cycle.Ce temps pourra être réparti comme suit :

* Une (1) semaine sera accordée aux PAP pour déposer leurs plaintes au niveau des chefs de quartiers qui les transmettront aux différentes communes concernées ;
* Une (1) semaine pour prendre connaissance des différentes plaintes et convoquer une session de la Commission locale de Réinstallation et Gestion des Litiges ;
* Une (1) semaine accordée à la commission pour traiter l’ensemble des plaintes.
* **Responsabilité pour le suivi-Evaluation et la mise en œuvre du PAR**

Après validation du PAR, la CEP-O recrutera une ONG/ Bureau local après selection du dossier pour la mise en œuvre du PAR. L’ONG recruté signera un protocole d’accord avec les personnes affectées sur le montant de l’indemnisation (voir modèle de protocole d’accord en annexe).

Quant à la mise en œuvre des opérations sur terrain, l’ONG/Bureau travaillera avec la Commission locale de Réinstallation et de Gestion des Litiges (CLRGL).

Les indicateurs à suivre seront :

* le nombre des ménages et personnes affectés par le projet;
* le nombre de ménages et personnes indemnisées par le projet
* Nombre des ménages et personnes réinstallés par le projet
* Montant total des compensations payées;
* Nombre de plaintes enregistrées et traités (fondées et rejetées);
* **Chronogramme previsionnel de mise enœuvre du PAR**

Le chronogramme n’excédera pas trois mois et commence au mois de Mai 2018.

Chronogramme d’exécution du PAR

| **Etapes/Activités** | **Mai 2018** | | | | **Juin 2018** | | | | **Juillet 2018** | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 |
| **Etape 1**: Validation du PAR et mobilisation des fonds |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Etape 2**: Dépôt d'un exemplaire du PAR à la Mairie de Lubumbashi, aux communes concernées et aux parties prenantes |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Etape 3**: Réunions d'information des PAP et parties prénantes |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Etape 4** : Signature des protocoles l'indemnisation indiquant le montant de la compensation, les objectifs de la compensation, les obligations des parties (affectées et projet) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Etape 5**: Remise de la compensation |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Etape 6**: Libération des couloirs, des sites et clôture du dossier individuel. Rédaction du Rapport de mise en œuvre du PAR |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

**NB : les travaux ne devront débuter qu’après paiement des indemnisations et libération des sites des travaux**

* **Date butoir**

Les enquêtes ont été effectuées du 20 au25 Octobre 2017 et la date butoir a été fixée au 20 Octobre 2017, date à laquelle le recensement avait commencé. Le consultant a sensibilisé les populations à ne plus s’installer le long de la servitude de la route où sera installé la conduite d’eau.

* **Suivi et évaluation du PAR**

Le Suivi et Evaluation s’articuleront autour de trois axes dont :

* un premier portant sur la surveillance effectuée par la CEP-O,
* un deuxième portant sur le suivi interne de l’exécution du PAR. Il sera mené par  
  l’ONG ou Bureau en charge de mise en œuvre du PAR,
* etun troisième portant sur l’évaluation qui est un suivi externe de l’exécution du PAR et qui sera effectuée par un consultant externe. L’objectif de l’évaluation est d’établir que toutes les PAP sont correctement réinstallées conformément au PAR et que celles-ci ont repris leurs activités productives.
* **Consultations publiques**

A l’issue des entrevus avec les PAP, les principales recommandations suivantes ont été formulées :

* Regagner leurs parcelles de culture après la pose du réseau d’AEP en vue de continuer leurs activités de production ;
* Les informer deux semaines avant le début des travaux afin que ces derniers prennent les dispositions pour laisser le site temporairement ;
* Payer leur compensation en espèce en présence des autorités de la REGIDESO et communales, et non dans des banques compte tenu des traçasseries au niveau des guichets bancaires ;
* D’exécuter les travaux de réhabilitation en temps record afin de reprendre leurs activités habituelles ;
* Leur permettre à déplacer ou recupérer les cabines pendant l’exécution des travaux afin de les remettre au même endroit après travaux :
* Payer aux creuseurs une indemnisation acceptable afin de facilier leur conversion à d’autres activités telles que le commerce et Embaucher si possible certains d’entre eux pendant l’exécution des travaux sur le site Hewa Bora ;
* Crainte de voir les autorités locales prélever les taxes sur leur compte d’indemnisation, cas des creuseurs ;
* Payer sur base du témoignage du chef de quartier et du voisin, les étalagistes ayant perdu leurs cartes d’identité (électeur) et tenant compte des photos tirées lors de l’identification et de l’attestation de perte de pièces ;
* Crainte d’être chassé par les autorités locales sans être indemnisé du fait de l’occupation illégale de l’emprise (marché à la sauvette).

De façon générale, les populations affectées par le projet notent avec satisfaction l’avenement du projet afin de résoudre la pénurie d’eau qui occasionne les maladies d’origine hydrique. Elles ont souhaité être compensées en espèce.

* **Coût de compensation des PAP**

Le coût de la compensation est de **58 075,00USD**comme l’indique le tableau ci- après :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Biens affectés**  **($US)** | **Nombre des PAP** | **Total Gén ($US)** |
| 1 | Infrastructures | 3 | **4020** |
| 2 | locataire infrastructures commerciales | 5 | **2550** |
| 3 | Kiosques | 8 | **13973** |
| 4 | Cabines | 5 | **1453** |
| 5 | Cultures maraichères | 21 | **14869** |
| 6 | Etals | 45 | **5200** |
| 7 | Arbres fruitier et d’œuvre | 2 | **1510** |
| 8 | Emploi Creuseur | 24 | **14500** |
| **Total général** | | **113** | **58075** |

**BUDGET DU PAR**

La mise en œuvre du PAR va nécessiter une mobilisation financière de **83 146,00 USD**répartis comme suit :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **LIBELLE** | **SOURCE DE FINANCEMENT USD** | |
| RDC | BM |
| 1 | Coûts indemnisation des PAP | 58075 |  |
| 2 | Taxe d’abattage d’arbres (15) | 450 |  |
| 3 | Coûts prises en charge de mise en œuvre du PAR | 10 500 |  |
| 4 | Total (1) | **69025** |  |
| 5 | Audit social (5%) |  | 3276 |
| 6 | Imprévu (15%) | 10 354 | 491 |
|  | Total (2) | **79 379** | 3767 |
| **Total Général** | | **83 146** | |

# EXECUTIVE SUMMARY

* **Background**

The Urban Drinking Water Supply Project (PEMU) was setup by the Democratic Republic of Congo, as part of its extensive multi-year program, to meet the needs of the greatest number of drinking water. Thus, the project plans to rebuild infrastructure and aims to increase substantially drinking water production (which is far below the potential demand) and to reduce water losses in the distribution networks and particular connections.

The initial project that started in December 2009 covered the cities of Kinshasa, Matadi and Lubumbashi. In order to consolidate its assets and extend its activities to other cities in the DRC, the latter has requested and obtained from the World Bank Additional Funding to the US $ 166 million PEMU. This Additional Financing includes among other activities, the continuation of the reform of REGIDESO SA, the rehabilitation of old pipes and pumping stations. The construction of a new drinking water treatment complex in Kinshasa and the extension of primary, secondary and tertiary networks as well as the laying of special connections, water meters and the construction of standpipes.

The cities concerned by the PEMU-FA are Kinshasa, Lubumbashi, Matadi and Kindu.

Concerning the city of Lubumbashi, the new activities planned as part of this Additional Financing are:

* Rehabilitation and extension of the pumping stationKimilolo II,
* Civil engineering works and various works
* Rehabilitation and expansion of the AEP Networks

In addition, the implementation of this project suggests that the planned activities may have negative effects on the environment and could lead to economic or physical displacement of people.

It is therefore a question of identifying items and persons likely affected during and after the works also to propose alternate measures and / or compensation for loss (temporary or definitive loss of income resources, etc.).

* **Project Justification**

This project to improve drinking water supply conditions in the city of Lubumbashi through rehabilitation of pipelines, pumping station equipment and metering equipment is a priority response to the population's demand water supply, in quantity and quality, according to WHO standards.

In its initial form, the project that started in December 2009 covered the cities of Kinshasa, Matadi and Lubumbashi. For its new phase, the Democratic Republic of Congo has requested and obtained from the World Bank an additional US $ 166 million PEMU financing to meet the water needs of the urban populations of Kinshasa, Matadi, Lubumbashi and Kindu. These projected needs for the city of Lubumbashi are estimated at 132,514 m3 / day in 2012, while the global demand for production is estimated at 166,000 m3 / day on the average day and 180,000 m3 / day on the peak day.

With a current production estimated at 105 000 m3 / d, the balance sheet of the operation shows a deficit of about 61 000 m3 / day on the average day and 75 000 m3 / day on the peak day.

With the implementation of the PEMU-FA through additional financing, part of the additional financing, will ensure the completion of the works to fill the deficit of drinking water supply (AEP) of the city of Lubumbashi and will relieve the populations from water deficit issue.

* **RAP principle and objectives.**

The objectives of the resettlement plan are to put in place social impact mitigation mechanisms to take into account the impacts of involuntary displacement of the populations affected by the Project, allowing them to rebuild their livelihoods and their level of livelihood life.

It is also a question of restoring the means of production and the income at the individual and collective level higher or equal to the initial condition. This RAP is prepared in accordance with the overall objectives of the World Bank Operational Policy 4.12 on Involuntary Resettlement which are as follows: (a) Efforts will be made to avoid, as far as possible, or minimize involuntary resettlement by studying all feasible alternatives in project design;

(b) When displacement is unavoidable, resettlement activities should be designed and implemented in the form of development programs that provide the project's displaced persons with sufficient means of investment to realize the benefits of the project. Displaced populations should be consulted constructively and given the opportunity to participate in the planning and implementation of resettlement programs;

(c) Displaced persons should be assisted in their efforts to improve, or at least to restore, their livelihood and standard of living, which are considered, in real terms, to be at the levels prevailing at the time of the phase preceding the displacement or that of the implementation of the project, according to the most advantageous formula

* **Regulatory framework for resettlement**

The legal framework for resettlement in the DRC is composed of national laws dealing with

Subject t matter, the policy governing involuntary resettlement and the compensation are associated. The basic texts are as follows:

* The Constitution of February 18, 2006;
* Law No. 73-021 of 20 July 1973 on the general regime of property, land and real estate and the system of security rights as amended and supplemented by Law no.80-008 of 18 July 1980;
* Law No. 77/01 of 22 February 1977 on Expropriation for Utility Purposes Public.
* Law n ° 11/009 of 09 July 2011 laying down fundamental principles relating to the Environmental Protection.

Article 34 of the Constitution of 18 February 2006 stipulates that any expropriation decision is the responsibility of the legislature. Law 77-001 on Expropriation Procedures stipulates that the expropriation decision must state the complete identity of the persons concerned and rely on a property plan. It fixes the period of eviction from the date of the decision of expropriation for public purpose.

Comparing national legislation and World Bank OP 4.12, there are some points of concordance regarding expropriation, including principle of assessment, Cut-off date and payment type. Regarding the eligible people for compensation, there emerges a light convergence between the Congolese legislation and the WB OP 4.12 althought the DRC right emphasize in particular on holders of rights recognized by law. On the other hand, we note a significant discordance on the rest of the points. For this reason, the World Bank's Operational Policy 4.12 will be applied,since it’s favourable for squatters, to guide the process of expropriation and compensation in the implementation of this RAP.

* **Socio-economic and environmental characteristics**

The project is located in the city of Lubumbashi and concerns the following communes: Katuba, Kampemba, Kenya and Lubumbashi.

On the human and socio-economic level, the project will be carried out on an area of ​​high human concentration, except the Lubumbashi commune.

Several commercial installations invade the road right-of-way and constitute a major obstacle to the realization of the project.

In addition to the commercial facilities listed above, there are also plots of market gardening, woody and small irregular markets scattered along the various municipalities concerned.

Another highlight is the illegal exploitation of the REGIDESO Hewa-Bora site by numerous stones quarry workers

* **Results of the socio-economic survey**

The surveys were conducted from October 20 to 25, 2017, and the the results of the socio-economic field surveys reveal that 112 heads of household with theirs relatives (ie a total of 709 people) will be impacted by the project as follows:

- 21 vegetable gardeners to move temporarily from Digue Avenue;

- 45 removable stalls of the small market on Upemba Avenue to move temporarily;

- 2 owners of fruit trees to break down permanently;

- 7 owners of Kiosks or shop for various use to move temprararily;

- 5 tenants of trading houses (shop, kiosk, etc.) to move temprararily;

- 3 house owners to move temprararily;

- 5 owners of pay phones booths to move temporarily;

- 24 stone quarry workers of the REGIDESO Hewa-Bora site will permanently lose their activities.

* **Eligibility**

With regard to the involuntary displacement of populations, the World Bank Operational Policy 4.12 describes the following eligibility criteria:

1. holders of a formal land right (including customary and traditional rights recognized by the country's legislation);
2. those who do not have a formal right to the land at the time the census begins, but who have land titles or other titles, provided that such titles are recognized by the laws of the land or may be recognized in the laws of the land; part of a process identified in the resettlement plan;
3. Those who have no formal rights or titles that can be recognized on the lands they occupy.

* **Selection of relocation sites**

The implementation of the RAP will not result in the final displacement, except the 24 stone quarry workers on REGIDESO Hewa-Bora site who will get an assistance to convert to other activities at will. Concerning other sites,the PAP will moved temporarily before they can resume their former site after work.

Thus, PAP are advised to be aware for the necessary arrangements once the implementation of RAP begins at least a moth before the works can start.

* **Complaint management**

The management of complaints must be done within the framework of a Local Resettlement and Litigation Management Committee. This commission will include:

* A representative of the Provincial Ministry of Energy and Hydraulic Resources;
* A Representative of the mayor of Lubumbashi City;
* 5 representatives of theconcernedtownship (Katuba, Kenya, annex commune, Kampemba and Lubumbashi);
* Arepresentative of the CEP-O/ REGIDESO;
* The Manager of REGIDESO / DP Lubumbashi;
* 3 Representatives of PAP (Maraichers, window dressers and other infrastructure and diggers);
* A Representative of the NGO responsible for the implementation of the RAP.

There is no limitation period for the filing of complaints by the PAP. However, for reason of promptness, we encourage the cyclical management of complaint within a period of three (3) weeks per cycle. This time will be allocated as follows:

- A week for the chief of quarter to register the complaints from the PAPs and convey them to the township head;

- A week to examine the various complaints and convene a session of the local Conciliation Committee;

- A week to the committee to deal with all complaints for the cycle.

* **Responsibility for the implementation, monitoring and evaluation of the RAP after its validation**

The CEP-O will recruit an NGO for the implementation of the RAP. The recapped NGO will sign a Memorandum of Understanding with the affected people on the amount of the compensation (see model agreement protocol attached).

As for the implementation of field operations, the NGO / Office will work with the Local Resettlement and Litigation Management Committee (CLRGL).

The indicators to follow will be:

* The number of PAPs and households affected by the projet;
* The number of PAPs and households compensated by the project;
* The number of households and people reinstalled by the project;
* The total cost of compensation paid;
* Number of complaints registered and resolved;

**RAP Implementation Timeline**

The chronogram will not exceed three months from May 2018.

| **Etapes/Activités** | **May 2018** | | | | **June 2018** | | | | **Jully 2018** | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 |
| **Stage 1**: Validation of RAP and mobilization of funds |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Stage 2** : Delivering of RAP copy to the mayer of Lubumbashi, the head of 5 township and other stockholders |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Stage 3**: meetings of information of PAP and stockholders |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Stage 4** : Signature of MOU with PAP pointing out the sum of compensation, obligations of parties (PAP and Project) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Step 5**: delivery of compensation |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Stage 6**: Releasing of the work site and closure of personal files. Writing of theimplementation report of RAP |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

**NB: the work must begin only after payment of the compensation and release of the work sites**

* **Deadline**

The surveys were conducted from October 20 to 25, 2017, and the deadline was October 20, 2017, when the census started. The consultant has sensitized the populations to no longer settle along the servitude of the road where the water pipe will be installed.

* **RAP monitoring and evaluation**

Monitoring and Evaluation will focus on three areas, including:

* A first on the monitoring carried out by the CEP-O;
* A second dealing with the internal monitoring of the implementation of the RAP. It will be led by the NGO or Bureau in charge of implementing the RAP, and a third dealing with evaluation which is an external monitoring of the implementation of the RAP and which will be carried out by an external consultant.

The objective of the evaluation is to establish that all PAPs are properly resettled in accordance with the RAP and that they have resumed productive activities

* **Public Consultations**

Following interviews with PAP, the following main recommendations were made:

* To regain their cultivated plots after the installation of the AEP network in order to continue their production activities;
* Inform them two weeks before the start of the works so that the latter take the necessary steps to leave the site temporarily;
* Pay their compensation in cash in the presence of the authorities of REGIDESO and communal and not in banks given the hassle at the bank teller;
* Perform the rehabilitation work in record time to resume their usual activities;
* Allow them to move or retrieve the cabins during the execution of the works in order to put them back in the same place after work
* Pay diggers acceptable compensation to facilitate their conversion to other activities such as trade and Hire if possible some of them during the execution of work on the site Hewa Bora;
* Fear of local authorities levying taxes on their compensation account, the case of diggers;
* Pay on the basis of the testimony of the neighborhood chief and the neighbor, the window dressers having lost their identity cards (voter) and taking into account the photos taken during the identification and the certificate of loss of parts;
* Fear of being chassed by local authorities without indemnity because of their illegal occupation of the right-of-way (unlegal market).

In general, the people affected by the project wanted cash compensation and noted with satisfaction the progress of the project in order to solve the water shortage that causes waterborne diseases.

* **Compensation cost of PAPs**

The compensation cost is **54,575 USD** as shown in the following table**:**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Assignedproperties**  **($US)** | **number of PAP** | **Total ($US)** |
| 1 | Infrastructures | 3 | **4 020** |
| 2 | Renter commercial facilities | 5 | **2 550** |
| 3 | Kiosks | 8 | **13973** |
| 4 | Cabins | 5 | **1 453** |
| 5 | Vegetablecrops | 21 | **14 869** |
| 6 | Stales | 45 | **5 200** |
| 7 | Fruits/ ornament Trees | 2 | **1 510** |
| 8 | Application crusher | 24 | **14 500** |
| **Total amount** | | **113** | **58 075** |

**BUDGET OF RAP**

The implementation of the RAP will require a financial mobilization of **$ 83 146, 00**, taken in part as follows:

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **NAME** | **Source of financing in(USD)** | |
| DRC | WB |
| 1 | Indemnization cost of all PAPS | 58075 |  |
| 2 | Cuttingtrees taxe (15) | 450 |  |
| 3 | Costs used in charge of the implimentation of RAP | 10 500 |  |
| 4 | Total (1) | **69025** |  |
| 5 | Social Audit (5%) |  | 3 276 |
| 6 | Additionnel cost (15%) | 10 354 | 491 |
|  | Total (2) | **79 379** | 3 767 |
| **Total amount** | | **83 146** | |

# KIFUPU KISICHO CHA UFUNDI

* **NIYA**

Mradi wa Maji ya Maji ya Kunywa Maji ya Mjini (PEMU) ulianzishwa na Jamhuri ya Kidemokrasia ya Kongo kama sehemu ya mpango wake wa miaka mingi wa kujenga miundombinu na inalenga kuongezeka kwa uzalishaji wa maji ya kunywa, ambayo ni mbali chini ya mahitaji ya uwezo na kupunguza hasara ya maji katika mitandao ya usambazaji na uhusiano fulani, ili kukidhi mahitaji ya idadi kubwa ya maji ya kunywa.

Mradi wa awali ulioanza Desemba 2009 ulifunika miji ya Kinshasa, Matadi na Lubumbashi. Ili kuimarisha mali zake na kupanua shughuli zake kwa miji mingine huko DRC, mwisho huo ameomba na kupata kutoka kwa Fedha ya ziada ya Benki ya Dunia kwa PEMU milioni 166 ya US $. Fedha hii ya ziada inajumuisha miongoni mwa shughuli nyingine, uendelezaji wa marekebisho ya REGIDESO SA, ukarabati wa mabomba ya zamani na vituo vya kusukumia. Ujenzi wa tata mpya ya matibabu ya maji ya kunywa huko Kinshasa na ugani wa mitandao ya msingi, ya sekondari na ya juu pamoja na kuwekewa kwa uhusiano maalum, mita za maji na ujenzi wa mabomba. Miji inayohusika na PEMU-FA ni Kinshasa, Lubumbashi, Matadi na Kindu. Kuhusu mji wa Lubumbashi,

Shughuli mpya zilizopangwa kama sehemu ya Fedha ya ziada ni:

* Kuboresha na kuongeza uwezo wa kituo chakusukuma maji cha Kimilolo II,
* Kazi za ukarabati wa njiya na jengo mablimbali
* Uboreshaji na unenepeshaji wa usiyano wa ugawanyo wa maji

Pia, utekelezaji wa mradi huu unaonyesha kuwa shughuli zilizopangwa zinaweza kuwa na athari mbaya kwenye mazingira na inaweza kusababisha uhamisho wa kiuchumi au wa kimwili wa watu.

Kwa hiyo ni suala la kutambua bidhaa na watu wanaoweza kuathiri wakati na baada ya kazi na kupendekeza hatua za fidia na / au fidia ya athari (kupoteza mapato au rasilimali, muda dhahiri, nk) kwa wakazi wa jirani.

* **Msaada wa Mradi**

Mradihuuwakuboreshahaliyamajiyakunywakatikamjiwa Lubumbashi kupitiaukarabatiwamabomba, vifaavyakituochakusukumia na vifaavyametering ni jibu la kipaumbelekwamahitajiyaidadiyawatu. maji, kwawingi na ubora, kulingana na viwangovya WHO.

Katikafomuyakeyaawali, mradiulioanzaDesemba 2009 ulifunikamijiya Kinshasa, Matadi na Lubumbashi. Kwaawamuyakempya, JamhuriyaKidemokrasiaya Kongo imeomba na kupatakutokaBenkiyaDuniafedhazaziadaza dola zaKimarekanimilioni 166 za PEMU ilikukidhimahitajiyamajiyawakaziwamijiya Kinshasa, Matadi, Lubumbashi na Kindu.

Mahitaji haya yaliyopangwakwamjiwa Lubumbashi inakadiriwakuwa 132,514 m3 / sikumwaka 2012, wakatimahitajiyajumlayauzalishajiinakadiriwakuwa 166,000 m3 / sikusikuyawastani na 180,000 m3 / sikusikuyakilele.

Kwa uzalishaji wa sasa unakadiriwa kuwa 105 000 m3 / d, safu ya uendeshaji inaonyesha upungufu wa karibu 61,000 m3 / siku siku ya wastani na 75,000 m3 / siku siku ya kilele.

Kwa utekelezaji wa PEMU-FA kupitia fedha za ziada, sehemu ya fedha za ziada itahakikisha kukamilika kwa kazi za kujaza upungufu wa maji ya kunywa (AEP) mjini Lubumbashi.

* **Kanuni ya RAP na malengo.**

Malengo ya mpango wa upyaji wa makazi ni kuanzisha mifumo ya kupunguza uwezo wa jamii kwa kuzingatia athari za makazi ya watu wasiohusika na Mradi huo, na kuwawezesha kujenga upya maisha yao na kiwango cha maisha yao. maisha.

Pia ni suala la kurejesha njia za uzalishaji na mapato kwa ngazi ya mtu binafsi na ya pamoja juu au sawa na hali ya awali.

RAP hii imeandaliwa kwa mujibu wa malengo ya jumla ya Sera ya Uendeshaji wa Benki ya Dunia 4.12 juu ya urejeshaji usiojibika ambao ni kama ifuatavyo:

(a) Jitihada zitafanywa ili kuepuka, iwezekanavyo, au kupunguza upyaji wa kujihusisha kwa kujifunza njia zote zinazowezekana katika kubuni mradi;

(b) Wakati uhamiaji hauwezekani, shughuli za urekebishaji zinapaswa kuundwa na kutekelezwa kwa njia ya mipango ya maendeleo ambayo hutoa watu wa makazi yao kwa njia za kutosha za uwekezaji ili kutambua manufaa ya mradi huo. Watu waliopotea wanapaswa kushauriana kwa ufanisi na kupewa fursa ya kushiriki katika kupanga na utekelezaji wa programu za upyaji;

(c) Watu waliopotea wanapaswa kusaidiwa katika jitihada zao za kuboresha, au angalau kurejesha, maisha yao na kiwango cha maisha, ambazo zinazingatiwa, kwa kweli, kuwa katika viwango vya wakati huo. ya awamu ya kabla ya makazi yao au ya utekelezaji wa mradi huo, kwa mujibu wa formula nzuri zaidi.

* **Mfumo wa udhibiti wa upyaji**

Mfumo wa kisheria wa uhamisho wa makazi nchini DRC unajumuisha sheria za kitaifa zinazohusika suala hilo, sera inayosimamia makazi ya kutosha na fidia huhusishwa. Maandiko ya msingi ni kama ifuatavyo:

* Katiba ya Februari 18, 2006;
* Sheria No. 73-021 ya 20 Julai 1973 juu ya utawala mkuu wa mali, ardhi na mali isiyohamishika na mfumo wa haki za usalama kama ilivyorekebishwa na kuongezewa na Sheria hakuna. 80-008 ya 18 Julai 1980;
* Sheria No. 77/01 ya 22 Februari 1977 juu ya Ugawaji kwa Madhumuni ya Utility Umma.
* Sheria n ° 11/009 ya tarehe 9 Julai 2011 kuweka kanuni za msingi zinazohusiana na ulinzi wa mazingira.

Kifungu cha 34 cha Katiba ya 18 Februari 2006 kinasema kwamba uamuzi wowote wa kufadhili ni wajibu wa bunge. Sheria ya 77-001 juu ya Utaratibu wa Uharibifu wa Maafa inasema kuwa uamuzi wa urithi lazima uwe na utambulisho kamili wa watu wanaohusika na kutegemea mpango wa mali. Inachukua muda wa kufukuzwa kutoka tarehe ya uamuzi wa kufungua kwa madhumuni ya umma.

Kulinganisha sheria za kitaifa na Benki ya Dunia OP 4.12, kuna baadhi ya pointi za makubaliano kuhusu uuzaji wa mali, ikiwa ni pamoja na uchunguzi kabla ya ma lipo, tarehe ya mwisho na aina ya malipo. Ku usu watu wanaostahili kupokeya fidia Kwa upande mwingine, masiliyano ndogo piya uonekana. Ila sheriya ya Kongoutiya nukta juu ya wamiliki wa haki ya ardhi. Lakini utafauti uonekana kwa ma pointi zote zingine. Kwa sababu hii, Sera ya Uendeshaji wa Benki ya Dunia 4.12, ikionekana kuwa ya faida zaidi kwa wa kaaji, itatumiwa badala ya sheria ya kitaifa ili kuongoza mchakato wa urithi na fidia katika utekelezaji wa RAP hiyo.

* **Tabia za kiuchumi na kiuchumi na mazingira**

Mradihuoikokatikamjiwa Lubumbashi na unahusishajumuiyazifuatazo: Katuba, Kampemba, Kenya na Lubumbashi. Katikakiwangochakibinadamu na kijamii na kiuchumi, mradiutafanyikakatikaeneo la mkusanyikomkubwawabinadamu, isipokuwajumuiyaya Lubumbashi. Miundombinukadhaayakibiasharaimevamianjiayakuliayabarabara na hufanyakizuizikikuukwautekelezajiwamradihuo. Mbali na vituovyabiasharavilivyoorodheshwahapojuu, piakunaviwanjavyabustanizasoko, masokoya pirate yaliyokuwayanayoeneapamoja na manispaambalimbalihusika. Mwonekanomwingine ni unyonyajiharamuwa REGIDESO Hewa-Bora tovuti na diggersyaaliwaangamizakwaidadikubwa.

* **Matokeoyauchunguziwakijamii na kiuchumi**

ulifanyika kuanzia Oktoba 20 hadi 25, 2017, matokeoyauchunguziwashambawakiuchumi na kiuchumiyatangazakuwawatu 112 wataathiriwa na mradikamaifuatavyo :

* 21 Maraichers kwenyenjiyandogoya Digue wastahilikuhamishwakwamuda ;
* maduka 45 yanayoondolewakatikasokondogojuuya Up Avenue Avenuewastahilikuhamishwakwamuda;
* wamilikiwawiliwamitiyamatundayakuvunjwakwalote ;
* 7 Kiosks au madukakwamadhumunimbalimbaliyakuhamishwakwamuda ;
* wapangaji 5wanyumbayabiashara (duka, kioski)uhamishwakwamuda ;
* wamiliki3 wanyumbayamakawouhamishwakwamuda  ;
* wamiliki 5 wavibandavyasimukuhamiakwamuda ;
* Wa chimbamawe 24 kunakobandariya REGIDESO Hewa-Bora upotezakwalote shughulizao.
* **Kustahiki**

Kuhusu uhamiaji wa watu bila kujali, Sera ya Uendeshaji wa Benki ya Dunia 4.12 inaelezea vigezo vya kustahiki zifuatazo:

1. wamiliki wa haki ya ardhi (ikiwa ni pamoja na haki za jadi na za jadi zinazotambuliwa na sheria ya nchi);
2. wale ambao hawana haki rasmi ya ardhi wakati wa sensa inapoanza, lakini ambao wana majina ya ardhi au vyeo vingine, ikiwa ni kama majina hayo yanatambuliwa na sheria za ardhi au inaweza kutambuliwa katika sheria za ardhi; sehemu ya mchakato uliotambuliwa katika mpango wa upyaji;
3. wale ambao hawana haki rasmi au majina ambayo yanaweza kutambuliwa katika nchi wanazozitumia.
   * **Uchaguzi wa maeneo ya uhamisho**

Utekelezaji wa RAP hautaweza kuhamisha mwisho nje ya wavuvi ambao wataacha kazi ya REGIDESO tovuti ya wilaya ya Hewa-bora kubadili shughuli nyingine kwa mapenzi. Shughuli nyingine zitahitaji uhamisho wa muda ambapo PAP zinaweza kuendelea baada ya kazi.

Kwa kufanya hivyo, itashauriwa kuwajulisha PAP wiki mbili kabla ya kuanza kwa kazi kwa mipangilio muhimu.

* + **Usimamizi wa malalamiko**

Usimamizi wa malalamiko lazima ufanywe katika mfumo wa Kamati ya Udhibiti wa Maadili ya Mitaa na Kamati ya Udhibiti. Tume hii itajumuisha:

* Mwakilishi wa Wizara ya Nishati na Mipango ya Mipango ya Mkoa;
* Mwakilishi wa Halmashauri ya Jiji la Lubumbashi;
* wawakilishi wa mawakili wa jumuiya zinazohusika (Katuba, Kenya, jumuiya ya jimbo, Kampemba na Lubumbashi);
* Mkuu wa CEP-O / REGIDESO;
* Meneja wa REGIDESO / DP Lubumbashi;
* Wawakilishi wa PAP (Maraichers, wafundi wa dirisha na miundombinu na diggers);
* Mwakilishi wa Ofisi au NGO inayohusika na utekelezaji wa RAP.

Hakuna muda inayo katwa kwaajili ya kupokeya na kutatuwa malalamiko ya wakaaji. Lakini, Hili kazi ya endeke mbiyo, nimuhimu wiki tatu (3) zitolewe kwa kushughulikia malalamiko ya kwanza. Wakati huu unaweza kugawanywa kama ifuatavyo:

* Wiki moja (1) itatolewa kwa PAPs kuwasilisha malalamiko yao kwa kiwango cha wakuu wa wilaya ambao watawapeleka kwa manispaa mbalimbali husika;
* Juma moja (1) kutathmini malalamiko mbalimbali na kuandaa kikao cha Kamati ya Udhibiti wa Maadili ya Mitaa na Kamati ya Usimamizi wa Madai;
* Wiki moja (1) itatolewa kwa bodi ili kukabiliana na malalamiko yote.
  + **Wajibu wa kufuatilia na tathmini na utekelezaji wa RAP**

Baada ya kuthibitishwa kwa RAP, CEP-O itaajiri NGO kama utekelezaji wa RAP. NGO iliyohifadhiwa itasaini Mkataba wa Maelewano na watu walioathirika kwa kiwango cha fidia (angalia mkataba wa makubaliano ya makubaliano yaliyounganishwa).

Kwa ajili ya utekelezaji wa shughuli za shamba, NGO / Ofisi itafanya kazi na Kamati ya Udhibiti wa Maadili na Mitaa (CLRGL).

Vigezo vya kufuata vitakuwa:

* idadi ya jamaa na watu utatizwa na mradi;
* idadi ya jamaa na watu upokeya fidia;
* idadi ya jamaa na watu upokeye musahada ya makawo mpia;
* uwingi wa feda zote za fidia;
* uwingi wa malalamiko iliyo letwa na kushurulikiwa
  + **Muda wa utekelezaji wa RAP**

| **Steps/Activities** | **May 2018** | | | | **june 2018** | | | | **Jully 2018** | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **1** | **2** | **3** | **4** | **1** | **2** | **3** | **4** | **1** | **2** | **3** | **4** |
| **Hatua ya 1**: Uthibitishaji wa RAP na uhamasishaji wa fedha |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Hatua ya 2:** Amana nakala ya RAP na meya wa manispaa husika |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Hatua ya 3**: Ufafanuzi wa PAP |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Hatua ya 4: Ishara ya itifaki ya fidia inayoonyesha kiasi cha fidia, malengo ya fidia, wajibu wa vyama (walioathirika na mradi) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Hatua ya 5**: Rudisha fidia |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Hatua ya 6**: Kuondolewa kwa maeneo na kufungwa kwa faili binafsiRasimu Ripoti ya utekelezaji wa RAP |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

**NB: kazi lazima ianze tu baada ya malipo ya fidia na kutolewa kwa maeneo ya kazi Mwisho**

* + **Utafiti huo**

ulifanyika kuanzia Oktoba 20 hadi 25, 2017, na mwisho ulikuwa Oktoba 20, 2017, wakati sensa ilikamilika. Mshauri amewahimiza wakazi kuwa tena kukaa kwenye utumwa wa barabara ambako bomba la maji litawekwa.

* + **Ufuatiliaji na tathmini ya RAP**

Ufuatiliaji na Tathmini itazingatia maeneo matatu, ikiwa ni pamoja na:

* kwanza kwenye ufuatiliaji uliofanywa na CEP-O,
* pili ya kushughulika na ufuatiliaji wa ndani wa utekelezaji wa RAP. Itatongozwa na

NGO au Ofisi inayohusika na utekelezaji wa RAP, na tatu ya kushughulika na tathmini ambayo ni kufuatilia nje ya utekelezaji wa RAP na ambayo itafanywa na mshauri wa nje.

Lengo la tathmini ni kuhakikisha kuwa PAP zote zinasimamiwa kwa mujibu wa RAP na kwamba zimeanza shughuli za uzalishaji.

* + **Ushauri wa Umma**

Kufuatia mahojiano na PAP, mapendekezo makuu yafuatayo yalifanywa:

* Ili upate upya mashamba yao baada ya kuwekwa kwa mtandao wa AEP ili kuendelea na shughuli zao za uzalishaji;
* Wajulishe majuma mawili kabla ya kuanza kwa kazi ili wa pili kuchukua hatua muhimu za kuacha tovuti kwa muda;
* Malipo fidia yao kwa fedha mbele ya mamlaka ya REGIDESO na jumuiya na sio katika mabenki waliopata shida katika mwambiaji wa benki;
* Fanya kazi ya ukarabati katika muda wa rekodi ili upate shughuli zao za kawaida;
* Ruhusu kuhamisha au kurejesha cabins wakati wa utekelezaji wa kazi ili kuwawezesha nyuma mahali pale baada ya kazi
* Malie kulipa fidia kukubalika kwa kuwezesha uongofu wao kwa shughuli nyingine kama vile biashara na Kuajiri ikiwa inawezekana baadhi yao wakati wa utekelezaji wa kazi kwenye tovuti Hewa Bora;
* Hofu ya mamlaka za mitaa kuajiri kodi kwenye akaunti yao ya fidia, kesi ya diggers;
* Kutoa kwa msingi wa ushuhuda wa mkuu wa jirani na jirani, wafungaji wa dirisha walipoteza kadi zao za utambulisho (mpiga kura) na kuzingatia picha zilizochukuliwa wakati wa utambulisho na hati ya kupoteza sehemu;
* Hofu ya kufukuzwa na mamlaka za mitaa bila ya kulipwa kwa ajili ya kazi kinyume cha sheria ya haki-ya-njia (soko la pirate).

Kwa ujumla, watu walioathiriwa na mradi huo na kuridhika maendeleo ya mradi ili kutatua uhaba wa maji unaosababishwa na magonjwa ya maji. Walitaka kuwa fidia kwa fedha.Walitaka kuwa fidia kwa fedha.

* + **Gharama za fidiakwaPAP**

Gharama ya fidia ni dola **58 075**za Marekani kama ilivyoonyeshwa katika jedwali hapa chini

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Mali zinaathiriwa**  **($US)** | **Idadiya PAP** | **Jumla ya jumla ($US)** |
| 1 | miundombinu | 3 | **4020** |
| 2 | miundombinu ya kibiashara ya mpangaji | 5 | **2550** |
| 3 | vibanda | 8 | **13 973** |
| 4 | cabins | 5 | **1453** |
| 5 | Uzaji wa soko | 21 | **14869** |
| 6 | maduka | 45 | **5200** |
| 7 | Miti ya matunda na mchoro | 2 | **1510** |
| 8 | Tumia Digger | 24 | **14500** |
|  | | **113** | **58 075** |

**BUDGET YA RAP**

Utekelezaji wa RAP utahitaji uhamasishaji wa kifedha wa $ **83 146**, umevunjwa kama ifuatavyo:

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Wajibu** | **SOURCE ya Fedha USD** | |
| RDC | BM |
| 1 | Gharama za fidia kwa PAP wote | 58075 |  |
| 2 | Kodi ya kukata miti (15) | 450 |  |
| 3 | Gharama za kutekeleza PAR | 10 500 |  |
| 4 | Jumla (1) | **69025** |  |
| 5 | Ukaguzi wa kijamii (5%) |  | 3 276 |
| 6 | Kisiyotarajiwa (5%) | 10 354 | 491 |
|  | Jumla (2) | 79 379 | 3 767 |
| **Jumla ya jumla** | | **83 146** | |